

Canada's Immigration Policy (A critique), par David Corbett.
Un vol., 214 pages. — University Toronto Press

Antoine-Élie Immarigeon

Volume 34, numéro 2, juillet–septembre 1958

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000209ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000209ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Immarigeon, A.-É. (1958). Compte rendu de [*Canada's Immigration Policy (A critique)*], par David Corbett. Un vol., 214 pages. — University Toronto Press]. *L'Actualité économique*, 34(2), 326–328. <https://doi.org/10.7202/1000209ar>

là un manque d'esprit cartographique malheureux. Mais nous sommes assurés que le prochain inventaire économique ne donnera pas lieu à ces quelques réserves, en somme bien mineures.

Noël Falaise

Negotiation for Benelux (An annotated chronicle 1943-1958), par JAMES E. MEADE. Un vol., 6 po. × 9, broché, 89 pages. — INTERNATIONAL FINANCE SECTION, DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIOLOGY, Princeton University, 1957.

En 1943, trois gouvernements en exil: la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, avaient décidé de former une union économique par laquelle ils accepteraient, pour faciliter les transactions commerciales, d'unifier, dans une certaine mesure, leur tarif douanier et de donner une liberté de mouvement aux capitaux dans ces trois pays; d'où naquit l'union économique des Bénélux.

Dans ce volume, l'auteur retrace l'évolution historique de cette union et les raisons pour lesquelles elle n'avait pas donné tous les résultats escomptés. Les mesures financières au sein de chaque nation, leur non-homogénéité et les divergences provoquées par les relations commerciales des membres à l'extérieur de l'union en étaient la cause.

Malgré tout, l'union économique de Benelux avait contribué à faire avancer l'idée de l'union économique entre les pays d'Europe et nous assistons aujourd'hui aux tentatives que déploient les économistes européens pour la création d'une troisième grande zone économique dans le monde.

H. O. Djahanbin

Canada's Immigration Policy (A critique), par DAVID CORBETT. Un vol., 214 pages. — UNIVERSITY TORONTO PRESS.

En six chapitres bien charpentés, d'un agencement logique rigoureux, l'auteur domine et épuise son sujet: l'immigration au Canada.

Quelles pressions la communauté canadienne exerce-t-elle sur le gouvernement quant à la politique d'immigration, et comment le gouvernement y répond-il? Examinant dans un premier chapitre l'attitude respective des syndicats ouvriers, des divers groupes professionnels, des milieux patronaux, l'auteur nous révèle leurs préventions. Il évoque les incidences que peut avoir l'immigration dans les domaines religieux, linguistique et politique, compte tenu de la coexistence des deux communautés, l'une d'origine anglaise, l'autre d'origine française. Si l'admission des immigrants est matière réservée au gouvernement fédéral, Ottawa n'en devra pas moins ménager les susceptibilités des provinces et particulièrement du Québec. Tâche ardue, enfin, que de concilier deux courants d'opinion: d'un côté, les organisations des Canadiens de vieille souche anglaise expriment avec un soin jaloux le désir de voir l'admission des immigrants limitée à certains groupes ethniques; d'un autre côté, les associations d'immigrants des différentes nationalités pressent le gouvernement d'assouplir la législation en faveur de leurs compatriotes. En bref, le gouvernement, aux prises avec l'immigration, ressemble à un navire qui serait ballotté par des vents contraires. Il devra parfois utiliser ses moteurs auxiliaires et aller contre le vent; ainsi il pourra décider d'admettre telle catégorie d'immigrants que la communauté accueille sans sympathie, mais qu'une fois éclairée, elle peut finir par accepter.

Quel est le critère de l'admission à titre d'immigrant? L'auteur, dans le chapitre 2, passe en revue et la lettre et l'esprit de la loi. On devra se pénétrer d'une notion: l'immigration au Canada n'est pas un droit, elle est un privilège.

Quid de la gestion administrative de cette politique d'immigration? Est-elle conforme à la loi et aux principes de justice? L'auteur s'interroge: ses conclusions critiques contiennent autant de remarquables suggestions.

Quels sont les effets de l'immigration sur le développement économique du Canada? Cet aspect économique du problème mérite de retenir d'autant plus notre attention que c'est celui qui a toujours suscité, tant au Parlement que dans la presse ou l'opinion, le plus de controverses. Suivant que l'on abondera dans le sens de la doctrine classique teintée du pessimisme de Ricardo et de Malthus ou que l'on penchera pour des opinions post-keynésiennes, on exprimera son choix théorique. L'auteur nous dit avoir fait son choix: il est partisan de l'immigration.

La pratique infirme-t-elle ou confirme-t-elle son point de vue? L'auteur se justifie aisément. Par périodes, depuis 1867, le facteur population a revêtu une importance déterminante dans l'orientation et la poursuite du développement économique du Canada. La lente évolution jusqu'à 1896 est due, dans une forte proportion, à la faible croissance de la population. Mais en 1896, s'ouvre une période de débordante expansion, associée à une dynamique augmentation de la population à une vitesse jamais atteinte. Expansion économique et augmentation de la population iront de pair par la suite, que ce soit dans les années 1920, 1930 et 1940. Ces faits corroborent l'opinion optimiste du rôle de la croissance de la population dans le développement économique. Les deux périodes, présentant le plus d'intérêt du point de vue théorique, sont la période dite du «boom du blé» et la dépression des années 1930 et suivantes. La première période montre qu'une augmentation rapide de la population dans certaines conditions favorise l'expansion économique et l'industrialisation, et peut se poursuivre sans que le revenu par tête d'habitant en soit pour autant diminué. Elle nous indique aussi que l'augmentation de la population par l'immigration peut contribuer au progrès de la technologie et ainsi catalyser le développement économique. La crise de 1930 montre que la réduction du taux de la croissance de la population est responsable, en partie, de la dépression économique prolongée, du piétinement de la recherche et de la technologie, voire d'une reprise trop longtemps différée. Les années d'après-guerre nous permettent de saisir l'importance de l'immigration, comblant un manque de main-d'œuvre dans une économie en expansion.

Admettre que l'augmentation de la population favorise, dans certaines circonstances, le développement de l'économie, ne peut manquer d'avoir une incidence sur notre politique d'immigration. Devons-nous accueillir des immigrants ou renoncer à en provoquer la venue? Si l'expansion économique est souhaitée, elle peut être favorisée, dans certaines conditions, en encourageant l'immigration.

Nous avons ainsi pu constater, dans le temps, qu'immigration et augmentation de la population sont allées de pair avec le développement économique. Nous avons pu vérifier de la sorte la pertinence de nos théories optimistes. Il est raison-

nable d'admettre qu'il en sera de même dans l'avenir, et qu'ainsi, une fois rejetées les erreurs des années 1930, l'encouragement de l'immigration est parfaitement compatible avec le développement économique, et, en fait, ne fera qu'y contribuer.

Enfin, au dernier chapitre, l'auteur élève le débat: dans un exposé où l'esprit de finesse le dispute à l'esprit de géométrie, il nous livre une judicieuse philosophie de l'immigration.

Dans la préface de son ouvrage, l'auteur exprimait un vœu: que son livre soit utile. Ce vœu est certainement comblé. L'utilité de l'ouvrage n'est pas son seul mérite: elle lui vaudrait certes une large diffusion tant au Canada qu'à l'étranger. Le commentateur — un immigrant — ne professe pas pour les doctrines de Bentham et de Spencer un engouement tel qu'il n'ait pu trouver d'autre critère d'appréciation. Son adhésion totale aux développements de l'ouvrage est à la fois intellectuelle et affective.

Antoine-Élie Immarigeon

L'économie de l'Asie du Sud-Est, par LÊ THÀNH KHÔI. (Collection «Que sais-je», no 769). Un vol., 4½ po. x 7, broché, 128 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, blvd Saint-Germain, Paris, 1958.

En ce milieu du XXe siècle, la partie du monde asiatique que l'on appelle l'Asie du Sud-Est a pris une importance politique immense, du fait de l'éveil des millions d'hommes qui la peuplent à la conscience de leur destin et de leur solidarité dans la lutte pour l'indépendance et l'amélioration de leur niveau de vie.

Les habitants de cette myriade d'îles et de récifs coralliens qui semble être le résultat de l'éclatement de la pointe sud du continent asiatique, s'opposent par la diversité des peuples et des civilisations où trouvent place toutes les formes de croyances, d'organisation sociale et de régimes politiques, mais se rapprochent par une communauté de culture, qu'ont développée dès la préhistoire l'omniprésence de la mer et la nature du climat et des sols, lesquelles ont favorisé, autour de la culture du riz, une civilisation agricole commune.

Et aujourd'hui, c'est aux problèmes partout les mêmes de l'édification de l'État et de l'économie nationale et de l'amélioration du bien-être des populations que des gouvernements idéologiquement fort différents doivent s'attaquer par des techniques souvent identiques, mais selon une politique générale qui doit varier en fonction des cadres institutionnels.

L'ombre du paysan, écrit l'auteur, se projette sur tout le paysage asiatique. L'agriculture, en effet, occupe plus des deux tiers de la population active et maintient en existence plus de 80 p.c. de la population totale. Cependant, en raison d'une productivité insuffisante qu'expliquent non seulement le retard de la technique, mais aussi le caractère semi-féodal de la structure agraire, les revenus agricoles sont bas. La faiblesse de la production et des revenus, jointe à la forte densité de la population, conduit à un niveau de vie voisin de la misère. Depuis leur accession à l'indépendance toutefois, ces pays se sont efforcés d'améliorer la condition des masses rurales et de développer la production.

Non seulement l'agriculture en soi présente une importance essentielle pour l'Asie du Sud-Est, mais elle conditionne l'industrialisation, en libérant une main-